

2016/06

# Le Sud-Soudan : cinq ans d'indépendance, trois ans de catastrophe humanitaire

par PASCAL DE GENDT

*Analyses &  
Études*  
Politique internationale



*Nos analyses et études, publiées dans le cadre de l'Éducation permanente, sont rédigées à partir de recherches menées par le Comité de rédaction de SIREAS.. Les questions traitées sont choisies en fonction des thèmes qui intéressent notre public et développées avec professionnalisme tout en ayant le souci de rendre les textes accessibles à l'ensemble de notre public.*

Ces publications s'articulent autour de cinq thèmes

QUESTIONS SOCIALES  
DROITS DE L'HOMME  
MIGRATIONS  
POLITIQUE INTERNATIONALE  
Économie

*Toutes nos publications peuvent être consultées et téléchargées sur nos sites [www.lesitinerrances.com](http://www.lesitinerrances.com) et [www.sireas.be](http://www.sireas.be), elles sont aussi disponibles en version papier sur simple demande à [educationpermanente@sireas.be](mailto:educationpermanente@sireas.be)*



**Service International de Recherche,  
d'Éducation et d'Action Sociale asbl**  
Secteur Éducation Permanente  
Rue du Champ de Mars, 5 – 1050 Bruxelles  
Tél. : 02/274 15 50 – Fax : 02/274 15 58  
[educationpermanente@sireas.be](mailto:educationpermanente@sireas.be)  
[www.lesitinerrances.com](http://www.lesitinerrances.com)

Avec le soutien  
de la Fédération  
Wallonie-Bruxelles



**L**e 9 juillet, la République du Soudan du Sud fêtera ses cinq ans d'existence. Cinq longues années dont on retiendra principalement la guerre civile, qui déchire encore aujourd'hui le pays, et la catastrophe humanitaire qu'elle a causée. Comme d'autres pays africains, le Soudan du Sud est victime des richesses de son sous-sol qui abrite d'importantes réserves de pétrole. Depuis sa création, et même avant, cette nouvelle nation se retrouve au centre d'enjeux stratégiques et économiques pour le plus grand malheur d'une population parmi les plus pauvres du monde. Coup d'œil sur un désastre qui échappe largement à l'attention médiatique.

## NAISSANCE D'UNE NATION

La création de ce nouvel État est le résultat d'une longue guerre sécessionniste entre les parties sud et nord du Soudan. Une première rébellion éclate tout de suite après l'indépendance du pays en 1956. Des officiers de l'armée, issus des provinces du sud, mènent alors une guerre civile contre le pouvoir de Khartoum qui n'avait pas tenu sa promesse de créer un État fédéral. En 1972, le conflit prend fin grâce à un accord qui accorde une certaine autonomie régionale. Mais, en 1983, le conflit reprend de plus belle lorsque le gouvernement soudanais décide que le droit musulman s'appliquera désormais au droit pénal. Ce nouvel épisode de guerre civile est souvent présenté comme un conflit entre musulmans et chrétiens mais la population très disparate, tant au niveau linguistique que religieux, du sud du pays ne permet pas d'accréditer cette thèse. Les chrétiens ne sont, en effet,

pas majoritaires au Sud-Soudan où l'on retrouve également des musulmans et des animistes. Il faut plutôt voir dans ce soulèvement, un conflit classique entre un État central et sa périphérie.

En janvier 2005, un accord est signé entre les rebelles de l'Armée Populaire de Libération du Soudan (APLS) et le gouvernement soudanais. Il prévoit un régime d'autonomie de six ans pour le Sud-Soudan à l'issue desquels un référendum d'autodétermination sera tenu. En janvier 2011, cette consultation populaire sera largement remportée par les sécessionnistes. Le 9 juillet 2011, la République du Soudan du Sud est proclamée et le 14 juillet de la même année, les Nations Unies reconnaissent cette nouvelle nation comme 193<sup>ème</sup> État-membre (1). Les débuts de la République sont marqués par un sentiment d'unité nationale. D'autant que l'accès à l'indépendance n'a pas réglé d'un coup tous les litiges qui opposent encore la jeune nation au Soudan. Un pays qui perd d'un coup, un quart de son territoire, un quart de sa population et surtout 75% de ses réserves pétrolières (1). Mais si le Soudan du Sud a gagné d'importantes réserves de pétrole, il est dépendant des infrastructures soudanaises pour pouvoir l'exporter. La situation est donc compliquée. Des questions telles le montant des frais de passage pour le pétrole sud-soudanais, le statut des ressortissants ou la démarcation des frontières vont conduire les deux voisins au bord du conflit. Sous la pression de la communauté internationale, les deux Soudan signeront toutefois un accord qui ne résout pas tous les contentieux mais normalise momentanément les relations.

## LES DÉBUTS DE LA GUERRE CIVILE

À partir de 2013, c'est à l'intérieur du pays que la situation va se gêner. Le vice-président sud-soudanais Riek Machar dénonce le rapprochement avec Khartoum du président Salva Kiir. Il l'accuse également de tendances dictatoriales. Machar annonce donc qu'il disputera la présidence du parti au pouvoir, le Mouvement populaire de libération du Soudan (MPLS), à Kiir. Avec en vue l'élection présidentielle prévue en 2015. Ce dernier limoge alors son vice-président et l'ensemble du gouvernement. La situation devient vite explosive. À l'antagonisme de longue date qui oppose les deux hommes se superpose la rivalité entre les groupes ethniques auxquels ils appartiennent. Salva Kiir est issu du peuple Dinka (entre 10% et 25% de la population du Sud-Soudan) et Riek Machar du peuple Nuer (entre 5% et 10%). Les deux principaux groupes ethniques du pays entretiennent également une série de contentieux mis en partie de côté lors de la guerre pour l'indépendance. Cette bataille des chefs va les réveiller, notamment au sein de l'armée.

Le 15 décembre 2013, des factions militaires rivales s'affrontent à Juba, la capitale du pays. Salva Kiir dénonce une tentative de coup d'État. Riek

Machar dément mais appelle, quelques jours plus tard, au renversement du chef de l'État. Les combats entre troupes fidèles à l'un ou l'autre des deux hommes se répandent alors à d'autres régions du pays. La guerre civile est enclenchée. Elle touchera surtout la partie Nord-Est du pays, là où se trouvent les réserves de pétrole. Plus de 20 forces armées seront dénombrées lors de ces affrontements (2). Nous n'allons pas revenir en détail sur le déroulement de cette guerre civile mais juste en rappeler quelques dates importantes.

**24 décembre 2013** : Le conseil de sécurité des Nations Unies vote l'augmentation des effectifs de la Mission des Nations Unies au Sud-Soudan (Minuss), créée le jour de l'indépendance du pays.

**Janvier 2014** : L'armée nationale reprend quelques villes importantes aux rebelles. L'Ouganda reconnaît que des soldats issus de ses garnisons combattent aux côtés de l'armée sud-soudanaise.

**Avril 2014** : Selon la Minuss, 350 civils sont massacrés, à la mi-avril, alors qu'ils s'étaient réfugiés dans des mosquées de Bentiu et Bor, deux villes reprises aux rebelles par l'armée. Quelques semaines plus tard, la mission onusienne décide de recentrer ses activités sur la protection des civils.

**1er juillet 2015** : L'ONU décrète des sanctions (gel des avoirs, interdiction de voyager,...) contre trois chefs militaires, dans le camp gouvernemental, et trois chefs rebelles. Ils sont tous soupçonnés de crimes au regard du droit international et d'atteintes aux droits humains (2). Les États-Unis imposent des sanctions contre deux chefs militaires, un dans chaque camp, accusés d'exactions.

**Août 2015** : Riek Machar et Salva Kiir signe un accord de paix prévoyant un partage du pouvoir. Un cessez-le-feu est également décidé. Ce n'est pas le premier du conflit et ils ont été systématiquement violés. Celui-ci ne fera pas exception.

**3 octobre 2015** : Le chef d'État, Salva Kiir, accroît la fédéralisation du pays en faisant passer le nombre d'États de 10 à 28. Machar y voit une manœuvre destinée à biaiser l'accord complexe sur le partage du pouvoir. Celui-ci prévoyait notamment l'attribution de 85% des exécutifs locaux de 7 des 10 États fédérés pour Kiir. Pour les trois derniers États, la clé de répartition était de 46 % pour le gouvernement, 40 % pour les rebelles et 14 % pour les autres forces. Ces trois États (Unity, Upper Nile et Jonglei) sont

ceux d'où est originaire Riek Machar, ceux qui abritent les réserves et champs pétroliers et ceux où ont eu lieu l'essentiel des combats depuis bientôt deux ans de guerre (3).

**5 novembre 2015 :** Un rapport d'expert de l'ONU indique que le gouvernement et les rebelles continuent à s'approvisionner en armes et que des viols et enlèvements sont toujours perpétrés au Sud-Soudan.

**Janvier et février 2016 :** Comme prévu dans l'accord de paix d'août 2015, Salva Kiir entérine la nomination de 50 députés issus de la rébellion et accepte un partage des postes ministériels avec celle-ci. Il (re)nomme également Riek Machar au poste de vice-président.

**29 mars 2016 :** 39 soldats de la rébellion atterrissent à Juba. Ils sont les premiers d'un contingent de 1.370 hommes, comme prévu par l'accord de paix. Ils précèdent le retour de Riek Machar.

**18 avril 2016 :** Le vice-président arrive à son tour dans sa capitale où il n'avait plus mis les pieds depuis décembre 2013 et l'éclatement de la guerre civile. Ce retour ravive l'espoir de voir enfin aboutir les négociations autour d'un gouvernement d'union nationale et ainsi mettre un terme aux combats qui se déroulent encore dans certaines parties du pays.

## CATASTROPHE HUMANITAIRE

Cette chronologie ne dit rien de l'atrocité d'un conflit qui a particulièrement visé les populations civiles. D'après les Nations unies, « *l'immense majorité des victimes civiles ne semble pas résulter d'opérations de combat mais d'attaques délibérées contre des civils* » (4). À chaque fois qu'une zone de combat était reprise par l'un ou l'autre camp, les populations étaient attaquées sur base de leur appartenance ethnique ou de leur affiliation politique supposée. Cela valait même pour les personnes qui avaient trouvé refuge dans les hôpitaux ou les lieux de culte. On ne compte plus les exécutions sommaires, les enlèvements et détentions arbitraires, les habitations incendiées volontairement, les établissements médicaux détruits et les pillages de biens publics et privés, en ce compris l'aide humanitaire. Selon un rapport de la Missu, l'étendue des cruautés commises est très large : de la mutilation de cadavres, des victimes forcées de commettre des actes de cannibalisme ou de sauter dans les flammes, des personnes, y compris des enfants ou des personnes handicapées,

brûlées vives ou asphyxiées dans des conteneurs, pendus à des arbres ou découpés en morceaux (2).

Il faut encore compléter cette liste infernale par l'enlèvement et l'enrôlement massif d'enfants dans les forces armées. Selon l'UNICEF 16.000 enfants ont servi dans les forces et les groupes armés (2). Ainsi que par l'utilisation du viol comme arme de guerre. L'ONU parle ainsi d'au moins 1.300 cas de viols recensés pour la seule période allant d'avril à septembre 2015 dans le seul État d'Unity. Des faits qui seraient principalement imputables aux forces gouvernementales et à leurs alliés. Selon des sources considérées comme crédibles « *des milices pro-gouvernementales seraient autorisées à violer les femmes en gage de salaire.* » (5) Des scènes particulièrement inhumaines ont ainsi été contées aux observateurs des Nations Unies : « *C'est une femme contrainte de se déshabiller sur une route avant d'être violée par cinq soldats devant ses enfants. Puis violée à nouveau dans des buissons par un autre groupe, avant de découvrir que ses enfants avaient été kidnappés. C'est une autre femme attachée à un arbre après avoir vu son mari se faire tuer. Et contrainte de voir sa fille de 15 ans violée par dix soldats.* » (6)

Et tout cela dans l'impunité la plus totale Pas étonnant donc que ceux qui en ont l'occasion fuient cet enfer sur terre. Si le nombre de victimes est extrêmement compliqué, voire impossible, à déterminer, le nombre de personnes chassées de chez elle est estimé à 2,3 millions. 1,69 millions auraient migré à l'intérieur du pays même, tandis que 678.000 autres auraient trouvé refuge dans un pays limitrophe (Soudan, République Centrafricaine, RDC Congo, Ouganda, Kenya, Éthiopie), dont 200.000 dans des camps de l'ONU (7). Une catastrophe humanitaire taboue aux yeux du gouvernement qui a réprimé les voix critiques émanant de l'opposition, des médias ou de la société civile.

Désormais, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) craint les effets de la famine qui menace. « *Des rapports alarmants de famine, de malnutrition aiguë et des niveaux catastrophiques d'insécurité alimentaire ont été signalés dans les zones les plus touchées par les violences* » a-t-elle déclaré dans un communiqué (8). En effet, les produits alimentaires disponibles s'épuisent rapidement, les denrées alimentaires sont devenues impayables pour une grande partie de la population et les combats font peser de nombreuses incertitudes sur la prochaine saison agricole.

## LES AUTRES ENJEUX DE LA GUERRE

Tout cela pour un combat de pouvoir entre deux hommes ? Non, évidemment. Le conflit entre Machar et Kiir recouvre bien d'autres enjeux locaux et internationaux. Au niveau local, l'explication est assez simple : dans un État fédéral et miné par la corruption, les élites locales des dix États fédérés veulent leur part du gâteau politico-économique et la violence est un moyen comme un autre de la gagner. Ainsi dans certaines régions, l'Armée populaire de libération du Soudan de Kiir laisse les mains relativement libres à des milices alliées pour l'aider à combattre les rebelles (9). Ces petites armées locales sont beaucoup moins regardantes que les forces officielles sur les principes des droits humains. D'autant que ces chefs de guerre locaux savent que leurs crimes seront impunis en raison des services rendus.

Chaque camp a également trouvé des alliés chez les pays voisins. Côté gouvernemental, on peut compter sur l'Ouganda et l'Éthiopie. Le second pays cité, est surtout intéressé par un règlement rapide d'un conflit regardé avec inquiétude étant donné la porosité des frontières entre l'Éthiopie et le Sud-Soudan. Pour l'Ouganda, l'occasion est trop belle de miner l'influence du rival historique qu'est le Soudan. Une mission d'experts de l'ONU (10) a ainsi pu établir que le gouvernement de Kampala servait d'intermédiaire pour la fourniture d'armes et de munitions à l'armée sud-soudanaise. Soit en prélevant sur ses propres stocks, soit en achetant des armes et en les transférant sans informer, ou demander l'accord, du vendeur d'origine. Ce qui explique, par exemple, que des fusils d'assaut israéliens, achetés par l'Ouganda en 2007, ont été retrouvés dans certains États sud-soudanais. Côté rebelle, on peut compter sur l'appui du Soudan, principal fournisseur d'armes, et de l'Érythrée. À Khartoum, en plus de contrecarrer l'Ouganda, on veut faire pression sur le gouvernement sud-soudanais afin d'accroître l'influence sur la politique pétrolière du nouvel État. Tandis que l'Érythrée soutient également discrètement les rebelles du MPLS en vertu d'un partenariat stratégique avec le Soudan (10).

Dans une nation disposant de réserves pétrolières conséquentes, l'or noir a également joué un rôle. Pour Gérard Prunier, ancien directeur du Centre français des études éthiopiennes, il est même à l'origine du conflit. Selon les informations, que ce grand connaisseur de la région a recueillies, tout ne commence pas par une tentative de coup d'État mais par une réunion du Conseil national de libération ayant mal tournée (11). Il y est reproché à Salva Kiir d'accaparer pour son clan les fruits de la vente du pétrole et, en plus, de pactiser avec l'ex-ennemi soudanais (12). En effet, comme signalé plus haut, si le pétrole est extrait au Sud-Soudan, il doit être acheminé vers ses acheteurs via un oléoduc contrôlé par Khartoum. Selon un accord conclu



entre les deux pays, le droit de transit était de 7,50 euros le baril. Mais le Soudan continuait à demander toujours plus. Et Kiir accepta ces demandes jusqu'à atteindre un prix de transit de 21,70 euros le baril. Son calcul était le suivant : ne pas empêcher le flux pétrolier afin de disposer de fonds suffisants pour assurer sa réélection en 2015. Suite à cette réunion houleuse du Conseil national de libération, six opposants sont jetés en prison, le vice-président Riak Machar est destitué ainsi que l'entière du gouvernement remplacé par des hommes notoirement connus pour être à la solde du Soudan (13). L'affrontement entre Kiir et Machar, se déclarant candidat à la présidentielle de 2015, devenait inévitable.

### **Les influences américano-chinoises**

Pour compliquer encore plus les choses, cette lutte pour le pétrole prend également place dans un contexte de rivalité entre la Chine et les États-Unis dans la région. À la fin des années 70, Washington est la première grande puissance à mettre la main sur les importantes réserves pétrolières soudanaises. En raison de la guerre civile, les compagnies américaines doivent cependant se retirer au début des années 80. Une fois la situation stabilisée, elles seront évincées au profit de leurs concurrentes chinoises. C'est la première « prise » d'importance du géant asiatique dans le domaine des hydrocarbures. Avec les concessions pétrolières, c'est le pipeline jusqu'à Port-Soudan, la raffinerie, etc., qui vont être construits. La production s'accroît et la Chine devient le principal acquéreur du pétrole soudanais (14). Le brut soudanais assouvit à lui seul 10% des besoins pétroliers chinois qui ne vont faire qu'augmenter au fil des ans, étant donné la faiblesse des réserves d'hydrocarbures chinoises (1,7% des réserves mondiales) (15). Le Soudan est tellement important pour la Chine qu'elle y construit ses propres installations pétrolières via la China National Petroleum Corporation en consortium avec l'entreprise malaisienne Petronas (16).

Pékin étant considéré par Washington comme le principal obstacle au désir d'établir une hégémonie économique mondiale, le Soudan devient une cible géostratégique d'importance. Après la disparition du communisme et le changement d'orientation de la politique extérieure américaine qui remplace la menace rouge par la menace verte, soit l'islamisme, le Soudan d'Omar al-Béchar se retrouve rapidement en première ligne et est inscrit, dès 1993, sur la liste américaine des commanditaires du terrorisme. Cinq ans plus tard, des sanctions économiques à l'encontre de Khartoum seront votées et au début de ce siècle, le Soudan fera partie des sept « États-voyous » à mater, ou déstabiliser, désignés par l'administration Bush. Tout sera bon alors pour isoler et ostraciser l'État africain. C'est ainsi, par exemple, que Washington

réussira à imposer une lecture du conflit entre le Nord et le Sud du pays comme étant une lutte de résistance des chrétiens contre les tortionnaires islamistes. L'indépendance du Sud-Soudan, sous-couvert du principe des peuples à disposer d'eux-mêmes, sera donc considérée comme une grande victoire pour la diplomatie américaine (15).

Républicains, démocrates, ONG, églises, figures d'Hollywood telles Georges Clooney : la cause sud-soudanaise a rapidement fait l'unanimité aux États-Unis. D'autant que le régime de Khartoum n'a pas fait le détail dans la guerre menée contre les indépendantistes sud-soudanais et que de nombreuses atrocités ont été révélées. Alors que le génocide rwandais était encore dans toutes les mémoires, et que le Soudan menait aussi une sale guerre au Darfour, les rebelles du SPLM sont apparus « *comme le pendant vertueux des horreurs commises par Khartoum* » (17). Le mouvement disposait de relais fidèles au sein des sphères politiques américaines mais aussi à la Maison-Blanche et dans les médias. Notamment parce que le chef historique de l'APLS, John Garang (décédé en 2005), avait profité de ses études économiques aux États-Unis pour se forger un réseau d'alliés. Un réseau si influent que le référendum d'auto-détermination est apparu comme une grande victoire de la démocratie malgré des défauts évidents. L'ex-ambassadeur français au Soudan, Michel Raimbaud, rappelle ainsi que « *tout le monde a fermé les yeux sur les fraudes et les pressions sur les électeurs sudistes. On a choisi d'ignorer les partis et mouvements dissidents qui ne voulaient pas de la partition. Par ailleurs, on n'a guère facilité le retour des Soudanais du Sud installés au Nord, de peur qu'ils votent en masse en faveur du maintien de l'unité.* » (15)

Signalons enfin que les considérations géopolitiques n'étaient pas absentes de cette campagne américaine pour l'indépendance du Sud-Soudan. Les États-Unis, mais aussi Israël, avaient tout intérêt à affaiblir le plus grand pays arabe et africain, situé dans une région hautement stratégique avec son accès à la Mer Rouge, juste en face de l'Arabie Saoudite. D'autant plus qu'il dispose d'un régime islamiste et ouvertement hostile aux puissances occidentales.

## L'ÉTAT FAILLI

Washington ne lésine d'ailleurs pas sur les moyens pour soutenir le Soudan du Sud en dépensant, selon certaines sources, 600 millions de dollars par an depuis 2011 (18). Mais les États-Unis commettent une erreur d'importance en se focalisant sur des objectifs techniques comme la construction

d'infrastructures et en négligeant de promouvoir la bonne gouvernance, la distribution équilibrée des ressources et la réconciliation (19). Avec comme résultat, le développement d'un pouvoir corrompu et clientéliste. En mai 2012, le gouvernement du Soudan du Sud a reconnu que des responsables avaient capté, pour leur profit personnel, 4 milliards de dollars de fonds normalement destinés au développement du pays. Soit l'équivalent de deux années entières de recettes officielles (18). Dès lors, comment s'étonner de l'endettement phénoménal d'un pays dont le gouvernement doit sans cesse emprunter pour s'acquitter de ses engagements budgétaires. Des crédits qui, de plus, sont affectés en priorité aux secteurs de la défense et de la sécurité ainsi qu'à des réseaux tribaux clientélistes. Signe d'un fonctionnement démocratique défaillant, la gestion des ressources de l'État est assurée par le cabinet du président, la Banque centrale et le Ministère du pétroles et des mines sans passer par le Ministère des Finances et de la planification économique (11).

En cinq ans, le Soudan du Sud a changé de statut. De symbole d'un David ayant conquis son indépendance face à Goliath, il est devenu l'exemple-type de la catastrophe humanitaire. Un désastre causé par l'incurie des hommes forts du Sud-Soudan mais aussi par le cynisme des grandes puissances pour qui le sort de la population ne compte pas face à leurs intérêts stratégiques et économiques.

## BIBLIOGRAPHIE

(1) Le Huffington Post, « Comprendre la crise au Soudan du Sud qui inquiète la communauté internationale » (en ligne) c 2014 (Consulté le 4/4/2016) Disponible sur : [http://www.huffingtonpost.fr/2014/05/18/comprendre-crise-au-soudan-du-sud\\_n\\_5240892.html](http://www.huffingtonpost.fr/2014/05/18/comprendre-crise-au-soudan-du-sud_n_5240892.html)

(2) Amnesty International, « Rapport annuel 2015/16 » (en ligne) c 2016 (Consulté le 5/4/2016) Disponible sur : <https://www.amnesty.org/fr/countries/africa/south-sudan/report-south-sudan/>

(3) La Libre Belgique, « Kiir joue avec le feu en démembrant le Sud-Soudan » (en ligne) c 2015 (Consulté le 6/4/2016) Disponible sur : <http://www.lalibre.be/actu/international/kiir-joue-avec-le-feu-en-demembrant-le-sud-soudan-561549143570b0f19f31fc01>

(4) Slate Afrique, « Au Soudan Sud, le gouvernement a autorisé des soldats « à violer les femmes en guise de salaire » » (en ligne) c 2016 (Consulté le 5/4/2016) Disponible sur :

<http://www.slateafrique.com/657149/soudan-du-sud-viols>

(5) Jeune Afrique, « Soudan du Sud : une des situations « parmi les plus horribles » pour les droits de l'homme selon l'ONU » (en ligne) c 2016 (Consulté le 5/4/2016) Disponible sur : <http://www.jeuneafrique.com/309112/societe/soudan-sud-situations-parmi-plus-horribles-droits-de-lhomme-selon-lonu/>

(6) UN Human Rights, « South Sudan: UN reports contains « searing » account of killings, rape and destruction » (en ligne) c 2016 (Consulté le 6/4/2016) Disponible sur: <https://www.youtube.com/watch?v=y7HLF4CxXlw>

(7) UNHCR, « L'insécurité alimentaire fait fuir davantage de Sud-Soudanais vers le Soudan » (en ligne) c 2016 (Consulté le 7/4/2016) Disponible sur : <http://www.unhcr.fr/cgi-bin/texis/vtx/search?page=search&docid=56fb78f2c&query=sudsoudan>

(8) Jeune Afrique, « Soudan du Sud : début de l'application de l'accord de paix en pleine crise humanitaire » (en ligne) c 2016 (Consulté le 7/4/2016) Disponible sur : <http://www.jeuneafrique.com/314034/politique/soudan-sud-debut-de-lapplication-de-laccord-de-paix-pleine-crise-humanitaire/>

(9) Le Huffington Post, « À quand la paix au Soudan du Sud ? » (en ligne) c 2015 (Consulté le 8/4/2016) Disponible sur : [http://quebec.huffingtonpost.ca/marie-lamensch/a-quand-la-paix-au-soudan-du-sud\\_b\\_8021522.html](http://quebec.huffingtonpost.ca/marie-lamensch/a-quand-la-paix-au-soudan-du-sud_b_8021522.html)

(10) Conseil de Sécurité, « Lettre datée du 22 janvier 2016, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Groupe d'experts sur le Soudan du Sud créé en application de la résolution 2206 (2015) du Conseil de sécurité » (en ligne) c 2016 (Consulté le 11/4/2016) Disponible sur: <http://www.>

[un.org/french/documents/view\\_doc.asp?symbol=S/2016/70](http://un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S/2016/70)

(11) Slate Afrique, « Soudan du Sud : un conflit politique drapé dans un costume ethnique » (en ligne) c 2014 (Consulté le 5/4/2016) Disponible sur : <http://www.slateafrique.com/432469/soudan-sud-lutte-pouvoir-petrole>

(12) Slate Afrique, « Le puits sans fond du pétrole soudanais » (en ligne) c 2014 (Consulté le 5/4/2016) Disponible sur : <http://www.slateafrique.com/430143/soudan-sud-et-son-puits-de-petrole-sans-fond>

(13) Le Monde, « Le problème du Soudan du Sud n'est pas ethnique mais politique ! » (en ligne) c 2013 (Consulté le 5/4/2016) Disponible sur : [http://www.lemonde.fr/afrique/article/2013/12/29/le-probleme-du-soudan-du-sud-n-est-pas-ethnique-mais-politique\\_4340963\\_3212.html#B5XrqIVhu7Asqdu.99](http://www.lemonde.fr/afrique/article/2013/12/29/le-probleme-du-soudan-du-sud-n-est-pas-ethnique-mais-politique_4340963_3212.html#B5XrqIVhu7Asqdu.99)

(14) Écrits politiques, « La sécession du Sud-Soudan : une victoire de la diplomatie américaine...et d'Israël » (en ligne) c 2013 (Consulté le 12/4/2016) Disponible sur : <http://silviacattori.net/article4110.html>

(15) Diploweb.com, « Soudan : la guerre secrète américano-chinoise » (en ligne) c 2013 (Consulté le 12/4/2016) Disponible sur : <http://www.diploweb.com/Soudan-la-guerre-secrete-americano.html>

(16) La Croix, « Le pétrole, enjeu du conflit au Soudan du Sud » (en ligne) c 2014 (Consulté le 13/4/2016) Disponible sur : <http://www.la-croix.com/Actualite/Monde/Le-petrole-enjeu-du-conflit-au-Soudan-du-Sud-2014-01-08-1086312>

(17) Slate Afrique, « Comment les États-Unis ont idéalisé le Soudan du Sud » (en ligne) c 2012 (Consulté le 12/4/2016) Disponible sur : <http://www.slateafrique.com/90993/etats-unis-le-lobby-rate-du-soudan-du-sud>

(18) Slate Afrique, « Soudan du Sud : l'équation américaine » (en ligne) c 2014 (Consulté le 12/4/2016) Disponible sur : <http://www.slateafrique.com/429355/soudan-sud-equation-americaine>

(19) The Guardian, « South Sudan : the death of a dream » (en ligne) c 2014 (Consulté le 12/4/2016) Disponible sur : <http://www.theguardian.com/world/2014/jan/20/south-sudan-death-of-a-dream>















